

d'être un instrument indispensable au maintien de la cohésion et de la force qui garantissent la stabilité et l'équilibre en Europe, ce qui est de toute évidence dans l'intérêt de l'Ouest. Et l'Union soviétique, malgré ses critiques ouvertes au sujet de l'Alliance, admettrait sans doute elle aussi que stabilité et équilibre sont ses objectifs prioritaires en Europe.

Il est plus difficile de se montrer confiants dans le cas des arrangements pris pour faire face aux crises à l'extérieur de l'Europe. Ni l'Est ni l'Ouest ne sont ici sur leur propre terrain. Les règles du jeu n'ont pas été établies. Bien que quelques limites fermes aient été tracées, notamment dans la région du Golfe, la situation reste ambiguë, et cette ambiguïté peut être dangereuse. Les dirigeants des pays occidentaux doivent continuer de s'interroger sur la meilleure façon de protéger les intérêts de l'Ouest dans ces régions, tout en respectant la souveraineté des pays en cause. L'Est et l'Ouest doivent s'efforcer de redéfinir un code de conduite dans les relations internationales qui leur soit mutuellement acceptable. Mais il faudra avant cela qu'une solution soit apportée à la crise en Afghanistan, dont l'invasion a été une violation de tout ce que l'Occident aussi bien que le Tiers-Monde considèrent comme admissible.

Le sommet d'Ottawa devrait offrir aux leaders occidentaux l'occasion de mieux harmoniser leurs vues globales sur ce sujet. Il s'agit indéniablement d'une préoccupation qui doit figurer en tête de l'ordre du jour de toute réunion portant sur les affaires internationales. La perspective d'une nouvelle course aux armements alors que des milliards de personnes meurent de faim est un véritable scandale. Si nous décidions de consacrer à des fins pacifiques les sommes que nous dépensons en deux semaines à des fins militaires, nous pourrions fournir de l'eau potable et des soins élémentaires de santé à toute la population du globe. Mais les gens ressentent le besoin de se protéger encore davantage; et l'accroissement de nos dépenses militaires pour contrer l'augmentation des sommes que l'URSS consacre aux armements semble inévitable pour le moment. Il appartient à l'Ouest de trouver une réponse à ce grave problème en consultation, si possible, avec l'Union soviétique.

De plus, les négociations sur la limitation des armements stratégiques devront reprendre dès que les deux parties auront acquis une confiance mutuelle suffisante pour y participer de façon